

Les défis de reconstruction du Liban dans un Moyen-Orient en perpétuel changement

Amin Elias, PROPOS RECUEILLIS PAR **Lyna Ouandjeli**

DANS **EISMENA 2025/2 N° 2**, PAGES 29 À 33

ÉDITIONS **EUROPEAN INSTITUTE FOR STUDIES ON THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA**

Date de mise en ligne : 15/09/2025

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-eismena-2025-2-page-29?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour European Institute for Studies on the Middle East and North Africa.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les défis de reconstruction du Liban dans un Moyen-Orient en perpétuel changement

Propos recueillis par Lyna Ouandjeli

Amin Elias est titulaire d'un doctorat en histoire contemporaine de l'Université du Maine. Il est également Professeur assistant de l'Université libanaise et chercheur à l'Università Cattolica del Sacro Cuore de Milan.

Lyna Ouandjeli : Le Liban possède une histoire riche et fascinante, mais le pays a également traversé de nombreuses tragédies. Parmi elles, les accords de Sykes-Picot³² ont marqué durablement la région. Le Liban a été plongé dans une guerre civile majeure de 1975 à 1990, période au cours de laquelle le Hezbollah a été créé en 1982. Par ailleurs, le pays a subi une occupation syrienne qui a duré jusqu'en 2005³³. Le gouvernement libanais est caractérisé par un partage du pouvoir entre différentes communautés religieuses et ethniques, une particularité qui constitue l'identité même du Liban. Ce système se retrouve également dans d'autres pays comme l'Irak, mais avec une spécificité proprement libanaise. Le Liban a souvent été pris au piège de tensions régionales, notamment face à Israël, avec des épisodes marquants comme la guerre civile, les conflits des années 2000, les attaques contre les Palestiniens et la présence du Hezbollah dans le sud du pays. En 2020, l'explosion dévastatrice du port de Beyrouth a profondément affecté le pays et exacerbé la défiance des Libanais envers leur système bancaire. Plus récemment, les événements du 7 octobre 2023 ont replongé le Liban sous les projecteurs, mais dans une situation complexe : bombardements incessants, attaques ciblées, destruction du QG du Hezbollah et l'assassinat d'Hassan Nasrallah. Joseph Aoun tente aujourd'hui de reconstruire le pays, tandis que le gouvernement pourrait ouvrir la voie à un processus de paix globale et à une reconstruction politique.

Ma première question est donc la suivante: selon vous, quels sont les facteurs principaux – politiques, économiques, sociaux – qui ont mené à l'effondrement du Liban ?

Amin Elias : La fragilité du Liban, comme celle de toute la région du Moyen-Orient, trouve ses racines dans une défaillance profonde, qui repose sur des dynamiques historiques, idéologiques et géopolitiques complexes. L'un des défis majeurs réside dans la manière dont la société perçoit le temps et la gouvernance. Beaucoup de populations dans la région ont du mal à vivre pleinement dans le présent ou à envisager un avenir concret, car leur vision collective est souvent ancrée dans des imaginaires ou des nostalgies du passé plutôt que dans une compréhension rationnelle et pragmatique des enjeux actuels. Ce phénomène est lié à une difficulté collective à faire la transition du modèle impérial, où le pouvoir était souvent concentré en un seul endroit, vers celui de l'État moderne, basé sur une constitution, un pacte social, et la participation citoyenne. En somme, il s'agit d'un problème philosophique : comment penser la souveraineté, la liberté et la citoyenneté dans un contexte où ces

³² **Note de l'éditeur** : Les accords de Sykes-Picot, signés en 1916, constituent un accord secret entre la France et le Royaume-Uni, deux puissances coloniales, visant à se partager les zones d'influence au Proche-Orient en prévision de la chute de l'Empire ottoman. Selon les termes de l'accord, la France se voyait attribuer le contrôle de la Syrie, du Liban et d'une partie de l'Anatolie, tandis que le Royaume-Uni obtenait la Mésopotamie (actuel Irak), ainsi que la Palestine et la Transjordanie (actuelle Jordanie). Une zone internationale, incluant Jérusalem, devait être placée sous administration conjointe. Cet accord est depuis largement critiqué comme emblématique du découpage arbitraire de la région par les puissances coloniales.

³³ **Note de l'éditeur** : L'occupation syrienne du Liban a débuté en 1976 lors de l'intervention syrienne dans la guerre civile libanaise, et ce, jusqu'en 2005. Cette période a impacté la scène militaire, politique, sociale et économique du pays.

concepts restent encore flous ou mal compris ? Les sociétés arabes, par leur histoire, leur diversité et leurs expériences, ont souvent été tiraillées par des identités collectives fortes – comme la nation arabe ou alors l'*umma* islamique³⁴ – qui restent pour certains des rêves ou du moins des visions idéalisées, plutôt que des réalités concrètes. Ces imaginaires, renforcés par des divisions historiques et coloniales, ont souvent empêché l'émergence d'un sentiment d'unité véritable. La région est marquée par une pluralité d'identités et d'intérêts, qui, mal conciliés, alimentent parfois des tensions.

Par ailleurs, la géopolitique joue un rôle essentiel. La création de l'État d'Israël en 1947-8, ainsi que ses répercussions, ont profondément marqué la région. La crise palestinienne, les conflits frontaliers, et l'intervention des puissances extérieures ont souvent complexifié la situation, dispersant l'énergie nationale et alimentant des crises récurrentes. La région a été également confrontée à des erreurs stratégiques de la part de certains leaders arabes – qu'il s'agisse de la Jordanie, de l'Égypte, de la Syrie ou de la Palestine – qui n'ont pas toujours su anticiper ou gérer efficacement ces défis, ou qui ont parfois privilégié des alliances temporaires. Il faut aussi souligner que nombre de populations dans ces pays n'ont pas toujours eu l'occasion de s'engager dans une réflexion critique sur leur histoire ou leurs échecs, ce qui aurait permis d'en tirer des leçons pour construire des trajectoires plus stables. Au lieu de cela, l'histoire a souvent été marquée par des réactions impulsives, comme le coup d'État à Damas, ou des alliances stratégiques qui ont parfois renforcé les divisions. Ce qui manque souvent, c'est une véritable culture de la gouvernance démocratique, de l'autogestion et de la reconnaissance de l'autre. Au lieu de promouvoir ces valeurs, beaucoup de discours restent enfermés dans des luttes idéologiques ou des revendications passées, telles que la cause palestinienne ou la lutte contre l'Occident. Cela tend à maintenir une certaine inertie, et à limiter la capacité des sociétés à évoluer vers des formes de gouvernance plus inclusives et éclairées.

Ce contexte explique en partie pourquoi certains événements récents, comme les tensions ou les conflits au Liban, prennent une tournure si explosive. Par exemple, la guerre lancée par le Hezbollah contre Israël en 2023, sans consultation préalable de l'ensemble de la société libanaise, illustre cette tendance à réagir de manière impulsive face à des crises accumulées. La guerre a duré un an, ravageant le sud du pays et culminant avec l'assassinat de Hassan Nasrallah en septembre 2024, ce qui montre à quel point la région a besoin d'un nouvel élan vers la rationalité et la compréhension mutuelle. Il devient urgent d'étudier attentivement le passé pour mieux comprendre ces dynamiques, afin d'adopter des stratégies plus réfléchies et éviter de retomber dans des cycles de violence et d'incertitude. La clé pour un avenir plus stable réside dans l'unité du monde arabe, dans la capacité à échanger des idées, à développer des projets communs et à bâtir une véritable cohésion, sans pour autant renier la diversité.

En somme, la fragilité du Liban et de la région ne tient pas uniquement à des facteurs extérieurs ou à des erreurs ponctuelles, mais à une nécessité collective de repenser la manière dont on construit le futur, en intégrant rationalité, la reconnaissance mutuelle et une vision à long terme.

Lyna Ouandjeli : En quoi la nature du système confessionnel a-t-elle aggravé ou cristallisé la crise ?

Amin Elias : Le système confessionnel au Liban est à la fois une caractéristique fondamentale de sa société et une source de vulnérabilité. Il est important de comprendre que, historiquement, le Liban n'a pas connu une véritable expérience de citoyenneté telle qu'on peut la concevoir dans d'autres

³⁴ **Note de l'éditeur** : Le terme *umma* islamique désigne la communauté des croyants musulmans, envisagée comme un ensemble uni par la foi en l'islam. Dans certains contextes politiques ou idéologiques, il renvoie à l'idéal d'une solidarité transnationale entre musulmans, voire d'une unité politique islamique.

pays. La majorité des Libanais s'identifie principalement à sa confession ou à sa communauté religieuse, ce qui reflète une réalité sociale profonde. C'est cette configuration qui a été institutionnalisée dans le cadre du pacte national, faisant du confessionnalisme le fondement de la gouvernance. Ce système, en soi, répond à une réalité sociale : il permet de structurer la représentation politique, d'assurer une certaine stabilité à court terme, et de gérer la diversité confessionnelle. Toutefois, cette même structure devient fragile parce qu'elle cristallise les divisions plutôt que de favoriser une intégration citoyenne unifiée. La gestion du confessionnalisme est délicate : si elle est mal équilibrée ou si elle est manipulée par certains acteurs pour des intérêts particuliers, elle peut renforcer les tensions, alimenter la méfiance et fragiliser la cohésion sociale.

Sur le plan stratégique, il est essentiel d'adopter une approche rationnelle qui reconnaisse cette réalité tout en cherchant à l'élargir vers une citoyenneté plus inclusive. Cela implique de renforcer l'éducation civique, de créer des espaces de dialogue interconfessionnels, et de promouvoir une identité libanaise commune qui dépasse les clivages communautaires. Certains proposent même d'établir une forme de laïcité à la libanaise, qui respecterait la diversité tout en favorisant une unité nationale plus solide. Depuis 1969³⁵, et surtout avec la multiplication des conflits dans la région du Moyen-Orient, cette dynamique a été profondément perturbée. La guerre civile, suivie par divers épisodes de violence et de crise politique, ont affaibli la confiance entre les communautés et empêché l'émergence d'un consensus national durable. La fragmentation des forces, notamment avec l'émergence de milices armées, a renforcé cette vulnérabilité.

Aujourd'hui, l'enjeu majeur est de faire en sorte que l'État reprenne sa souveraineté pleine et entière, notamment en démantelant les milices pour que l'État devienne le seul détenteur légitime du monopole de la violence. Cette étape fondamentale pourrait ouvrir la voie à une réconciliation nationale, à une reconstruction de la confiance mutuelle et à une gestion plus équilibrée du système confessionnel. Si cela se produit, il sera possible de bâtir un avenir où la diversité confessionnelle, plutôt que d'être une source de division, devient une richesse partagée dans un cadre républicain, permettant aux Libanais de vivre ensemble dans la stabilité et la paix.

Lyna Ouandjeli : Vous avez souligné un point clé : la souveraineté. C'est un principe fondamental du droit international, qui garantit qu'un État ne peut être envahi ou transgressé sans violer cette souveraineté. Au-delà de son territoire et de sa population, un État doit aussi disposer d'une autorité capable de gérer ses affaires. Longtemps, le Liban n'a pas pleinement exercé cette souveraineté, mais aujourd'hui, le gouvernement de Joseph Aoun cherche à la retrouver et à renforcer l'autorité de l'État.

Amin Elias : C'est un long processus. Pour réussir, il faut que les milices et certains Libanais liés à des forces extérieures, comme le Hezbollah ou ceux ayant des liens avec la Syrie, l'Irak, la Libye ou la Palestine, déposent les armes. L'objectif est que l'État devienne l'unique responsable de la sécurité,

³⁵ **Note de l'éditeur** : Avant 1969, la présence des réfugiés palestiniens au Liban, installés dans des camps depuis les événements de 1948, suscitait une tension croissante entre l'État libanais et les factions palestiniennes armées. À partir du début des années 1960, et notamment après l'expulsion de l'OLP de Jordanie vers le Liban, des groupes de fedayins commencèrent à mener des opérations militaires contre Israël à partir du sud du Liban, sans coordination avec les autorités du pays. Ces actions entraînent des représailles israéliennes sur le territoire libanais, provoquant des pertes civiles et une déstabilisation sécuritaire dans les régions frontalières. L'armée libanaise tenta à plusieurs reprises de limiter l'activité des combattants palestiniens, mais elle se heurta à une opposition interne, notamment de la part de factions politiques libanaises solidaires de la cause palestinienne. Cette situation de crise sécuritaire et politique mena finalement à l'intervention diplomatique de l'Égypte de Nasser, aboutissant à la signature de l'accord du Caire en novembre 1969.

permettant au Liban de s'unifier et d'avancer. Sinon, dans les années à venir, le pays risque de sombrer dans un cycle de violence, avec des conflits en Syrie, en Israël, et au Liban.

Lyna Ouandjeli : Pensez-vous que l'effondrement – politique, social, économique – actuel peut aboutir à une refondation du contrat social libanais ? Si oui, sur quelles bases ?

Amin Elias : La refonte du projet national doit s'appuyer sur une leçon tirée des cinquante (50) à cent (100) dernières années : l'acceptation que l'État libanais constitue le projet commun de tous. Reconnaître que l'État est le seul responsable de la gestion des affaires intérieures et extérieures est essentiel. Les Libanais doivent se reconnaître, en tant que mosaïque de langues, confessions et religions, qui constitue la richesse du pays. Il est important de valoriser cette diversité pour reconstruire le tissu social libanais, aujourd'hui fracturé. Par ailleurs, il est nécessaire de renouveler le modèle politique en élaborant une conception collective du vivre-ensemble, intégrant une forme de laïcité à la libanaise. L'objectif final est d'établir une citoyenneté libanaise unifiée. Bien que cet idéal puisse prendre plusieurs années à concrétiser, sa réalisation dépend de son intégration dans l'éducation et la conscience nationale. Enfin, cette transformation doit s'effectuer en harmonie avec la société libanaise, et donc il est fondamental d'éviter toute démarche imposée par la contrainte et de privilégier une approche participative et progressive.

Lyna Ouandjeli : Comment réconcilier l'attachement identitaire communautaire avec la nécessité d'un projet national commun ?

Amin Elias : La réconciliation de l'attachement identitaire communautaire avec un projet national commun nécessite une compréhension nuancée de la notion d'identité. L'identité n'est pas un concept figé, mais une construction intellectuelle et culturelle évolutive. L'histoire libanaise, en particulier les périodes antérieures à 1969, présente des exemples de cohabitation communautaire réussie, offrant des leçons potentielles. Cependant, les faiblesses manifestées après 1969 soulignent la nécessité d'une analyse critique de ces modèles historiques. Un travail intellectuel et éducatif est fondamental pour reconstruire un consensus national. La revitalisation de l'État libanais est essentielle, servant de point de référence et de fondement pour élaborer un processus conduisant à une identité nationale inclusive.

Lyna Ouandjeli : Le Liban est constamment affecté par les transformations régionales, que le pays le souhaite ou non. Ainsi, comment les transformations régionales récentes (Accords d'Abraham, repositionnement des grandes puissances comme par exemple l'Iran, la nouvelle Syrie, l'Arabie saoudite qui devient le nouveau médiateur de la région etc.) influencent-elles l'avenir du Liban ?

Amin Elias : L'évolution géopolitique régionale a et aura un impact indéniable sur le Liban. L'émergence d'une influence accrue des États arabes puissants comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, alliés des États-Unis et signataires d'accord de paix avec Israël ou de normalisation des relations, modifiera profondément le contexte libanais. La stratégie de normalisation et d'ouverture prônée par certains acteurs régionaux, notamment l'Arabie saoudite sous le leadership du Prince héritier Mohammed ben Salmane, visant à promouvoir un islam modéré et adapté aux réalités contemporaines, pourrait, à terme, influencer les dynamiques sociopolitiques au Liban. L'analogie avec l'évolution de la chrétienté, dans son adaptation aux transformations historiques, pourrait constituer un cadre d'analyse pertinent. Toutefois, la mise en œuvre de ces stratégies et leurs conséquences sur la société libanaise restent à étudier plus en profondeur.

Lyna Ouandjeli : Est-il opportun de renforcer le contrôle sur le Hezbollah et de l'inclure dans les négociations politiques ?

Amin Elias : L'intégration du Hezbollah au sein du cadre étatique libanais est problématique en raison de ses liens organiques avec l'Iran et de son intégration à l'appareil militaire et sécuritaire iranien. Cette situation constitue un obstacle majeur à son adhésion à la configuration politique et institutionnelle libanaise. L'implication du Hezbollah dans la vie politique libanaise requiert de sa part une volonté explicite de s'inscrire dans le jeu politique du pays, ce qui implique la démilitarisation et la renonciation à des logiques d'action étrangères à l'État. La capacité du Hezbollah à évoluer vers une participation politique conforme aux normes étatiques libanaises dépend uniquement de sa propre volonté et de sa propre responsabilité.